



La propreté comme symbole et outil de la (ré-)appropriation

Lise Debout

► **To cite this version:**

Lise Debout. La propreté comme symbole et outil de la (ré-)appropriation. Une société en quête d'avenir. Egypte, an 2 de la révolution, L'Harmattan, pp.95-109, 2011. <hal-00802235>

HAL Id: hal-00802235

<https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-00802235>

Submitted on 19 Mar 2013

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Lise Debout

Chercheur associée au CEDEJ
Doctorante en urbanisme
EVS-UMR 5600 (Lyon-France)
CEDEJ (Le Caire-Egypte)

« Pour une Egypte propre »

« Nous sommes en train de construire une nouvelle Égypte, elle doit être propre ! », voici comment tel un enfant, le célèbre écrivain égyptien Alaa al-Aswâni se faisait corriger par une vieille femme alors que présent sur la place Tahrir pendant les jours de la révolte, il jetait un papier au sol. Pour l'auteur de *L'Immeuble Yacoubian*, cet incident est l'un des nombreux qui ont traduit un changement de comportement radical de la part de ses compatriotes¹.

Différemment utilisés pour se protéger (en barricades ou dans la confection de casques de fortune face aux jets de pierres des pro-Moubarak) ou pour dessiner des messages contestataires au sol, les déchets accompagnaient en murmures les rumeurs de la révolte et ne laissaient pas les commentateurs insensibles. Ainsi, le 6 février, une journaliste de Al-Jazeera English caractérisait le « retour à la normale » de la situation par la réapparition des éboueurs dans les rues du Caire, faisant de la collecte des déchets un curseur de la normalité ! et trahissant par cela le lien significatif entre l'ordre et la propreté. C'est à ce titre que les médias se sont particulièrement enthousiasmés de l'organisation de la place Tahrir pendant la révolte, et que les scènes quotidiennes du nettoyage à grandes eaux de la place ont fait le tour du monde. Mais c'est au lendemain du départ de Hosni Moubarak, lorsque les manifestants munis de balais, de sacs et de pinceaux ont procédé au nettoyage et à la remise en état de la place Tahrir et de ses environs, que l'émotion des commentateurs a atteint son paroxysme.

Alors que le destin de l'Égypte était en train de se jouer, la propreté publique tenait une place centrale dans la révolte. Elle était pour les manifestants le symbole du processus de chute et de reconstruction.

La propreté ou la ré-appropriation des espaces publics et de sa nation

Dans la révolte de cet hiver 2011, une « Égypte propre » signifie bien sûr la volonté de voir les rues mieux entretenues et vides de déchets. Dès le premier jour de la protestation, la propreté a été sollicitée dans la quête des changements. Le 25 janvier même, un groupe Facebook intitulé « *Keep Egypt clean* » (*Hamla Masr nazifa*) a été créé, il compte aujourd'hui 830 membres et partage aussi bien des informations politiques qu'environnementales. Cet élan *via* les réseaux sociaux de l'internet a été massif et le nombre de campagnes de nettoyage menées depuis la chute du régime est inestimable. Nous avons à ce jour (mars 2011) répertorié 133 groupes en langue anglaise sur Facebook dédiés au nettoyage de l'Égypte dont le nombre de membres va de 3 à 91 000 ! Mais aussi 53 groupes en langue arabe qui rassemblent quant à eux entre 1 et 808 membres. Dans de

¹ Al-Aswani Alaa, (2011). «Five positions on the revolution», Traduit de l'arabe, *el-Masri el-Youm*, 17/03/2011

nombreux quartiers ces initiatives de nettoyage sont à l'origine des comités populaires de protection (*legna cha`beyya*) qui avaient été mis en place spontanément par la population durant la période où la police avait été retirée des rues. Le même phénomène avait eu lieu en Tunisie dans les quartiers populaires, à l'initiative des « leaders révolutionnaires » qui s'étaient organisés pour le ramassage des poubelles, faisant acte comme ils le disaient de dévouement à la cause publique : « C'est à tout le monde, pour le bien de tous » expliquaient-ils, comme le rapporte Amin Allal, témoin des événements². De même que pour la jeunesse tunisienne, il s'agit pour les jeunes Égyptiens de se prendre en main pour participer de l'avenir de leur pays en se consacrant à la cause publique. Aussi les manifestants venus nettoyer la place Tahrir au lendemain du départ de Moubarak portaient autour du cou des pancartes disant « Excusez-moi pour la gêne occasionnée. Hier je manifestais, aujourd'hui je construis mon pays ». C'est sur cette idée d'action et de défense du bien public que les campagnes citoyennes pour la propreté ont été pérennisées et élargies en Egypte notamment *via* les réseaux sociaux de l'internet. Si la prédominance de la langue anglaise dans ces groupes trahit l'origine sociale des personnes y participant, l'accès au réseau lui-même est déjà discriminant et conditionne le profil social des acteurs. Néanmoins ces campagnes ont pris place dans les quartiers aisés comme dans les quartiers populaires ou informels³. C'est le cas à Choubra par exemple, où le groupe Facebook *Chabâb Choubrâwî Beyehbû Masr* (Les jeunes de Choubra aiment l'Egypte) organise des journées de nettoyage soutenues par l'entreprise italienne en charge de la propreté dans le secteur⁴. Un peu partout ces dernières semaines, les jeunes se rassemblent munis de l'équipement nécessaire au nettoyage, collectent les déchets et les évacuent sur les voies principales faute de mieux. Grâce à des collectes de dons, ils achètent aussi des corbeilles (grandes absentes des rues cairotés) qu'ils placent le long des rues afin de permettre un dépôt formel des déchets et assurer peu ou prou la durabilité de la propreté. L'invitation au civisme a aussi été diffusée par les chaînes de sms à l'initiative des citoyens dès le lendemain du départ de Hosni Moubarak. Elles appelaient leurs compatriotes à ne plus jeter les ordures par terre, au même titre que s'arrêter au feu rouge ou ne plus agresser les femmes. En Egypte, comme dans certains quartiers de Tunis, œuvrer pour la propreté participe donc d'un geste de moralité, faisant partie intégrante d'une « civilité » recouvrée et y contribuer correspond à une revendication pour le civisme et la probité.

Ces actions relèvent d'un processus d'appropriation déjà en germe depuis quelques années et « *El-bilad biladna* » (Le pays est à nous) entendu et lu sur les pancartes ou les tee-shirts pendant les jours de protestation et « *ech-châra`châra`na* » (la rue est à nous), nom arabe du groupe Facebook *Clean Up Giza* créé en 2009, se font écho et traduisent la germination de ce processus de ré-appropriation, de la protestation à l'action, que le *Youm el-ghadab* (Jour de Colère) du 25 janvier 2011 a fait éclore, et dans lequel la propreté des espaces publics joue un rôle symbolique central.

Le déchet marqueur urbain et social ?

Cette place particulière s'explique en partie par le fait que les déchets sont un élément quotidien de la ville égyptienne. Car malgré dix années de réformes dans le secteur, les déchets s'accumulent dans les rues, les canaux et les cours d'immeubles faute d'un système de gestion

² ALLAL A., 2011, "Avant on tenait le mur, maintenant on tient le quartier" ", *Politique Africaine*, Vol. mars, n°121, p. 53-67.

³ Edition du 27 février 2011, el-Masri el-Youm.

⁴ COLACE L., *Environment, participation, role of women: voices from the streets of Cairo in post-revolutionary Egypt*. 2011. Accessible en ligne : <http://www.cospe-egypt.org/node/553>

efficace, et constituent ainsi un marqueur social supplémentaire d'une société égyptienne inégalitaire. L'évacuation des déchets est un problème quotidien pour les habitants des quartiers informels où se réfugient les victimes du mal logement et les ménages les plus pauvres (voir la contribution de P.-A. Barthel dans cet ouvrage). Les amoncellements y sont tels que l'odeur dans certains quartiers est aussi prégnante (surtout en été) qu'à proximité immédiate des décharges officielles. Tous les soirs, les déchets sont brûlés dans ces tissus urbains d'hyperdensité, dégageant des odeurs nauséabondes et des gaz toxiques sous les fenêtres des habitants.

Néanmoins, les déchets sont aussi une ressource pour une grande partie de la population des quartiers pauvres pour qui le tri et la revente des matériaux est un moyen de subsistance complémentaire à part entière⁵. Comment ne pas penser aussi aux célèbres chiffonniers d'Egypte (*zabbâlîn*) dont la communauté essentiellement copte compte plus de 80 000 personnes au Caire et dont la pauvreté ne cesse de bouleverser ? Elle est même sollicitée dans les journaux étrangers⁶, au titre de symbole de la fracture sociale justifiant la révolution. Enfin, qui se promenant dans les rues du Caire ne s'est jamais fait décourager par un habitant du quartier le sommant de ne pas photographier : « C'est moche ! Harâm 'aleïk ! » ?

Cet état de saleté est l'illustration criante des conséquences des politiques de « laisser-aller » du précédent régime. C'est pourquoi le délabrement physique des villes de « *Oum ed-Dounia* », est bien souvent dans la bouche des Égyptiens d'avant la révolte assimilé au délabrement de la nation, à la honte du pays : le sale comme emblème du chaos et de la déshérence politique ; la propreté comme emblème de l'ordre et du civisme. C'est ainsi que depuis que le gouvernement a tenté de se saisir nationalement du problème, la gestion des déchets est devenue un support d'expression contestataire.

De 2000 à 2009 : entre contestations et attentes déçues

La réforme de la gestion des déchets en Egypte initiée en 2000 s'insère dans la dynamique des réformes économiques libérales engagées par le gouvernement égyptien depuis l'*Infitah* sous Sadate, prolongées sous la présidence de Hosni Moubarak et renforcées depuis 2004 par le gouvernement de Ahmed Nazif. Ces politiques qui devaient stimuler l'économie locale, se sont surtout faites au profit des élites économiques proches du pouvoir à même d'en capter les retombées économiques. Elles laissaient ainsi la plus grande partie de la population⁷ continuer de s'enfoncer dans le chômage en se faisant asséner un dernier coup fatal lors de la crise économique de 2008. La réforme de la gestion des déchets, a été noyée dans ces débats autour de la « *khaskhasa* » (privatisation), même s'il ne s'agissait pas dans ce secteur d'une véritable privatisation, le secteur privé égyptien étant déjà depuis longtemps positionné dans l'économie des déchets (sociétés égyptiennes ou *zabbâlîn*). Comme d'autres secteurs, notamment celui du textile dans lequel les protestations ont débuté dès 1999, la réforme de la gestion des déchets a soulevé des débats questionnant le rôle de l'Etat et reflétant les attentes des citoyens vis-à-vis de ce dernier. On

⁵ DEBOUT L., 2010, *Solid waste management cycle in northern Cairo*, Cairo, COSPE, pp. 55. Cette étude réalisée pour le compte de COSPE montre les activités de tri et de revente des habitants du quartier populaire de Zweyya en complément de leur activité principale.

⁶ France 2, Journal télévisé du 13h, édition du 29 janvier 2011. <http://blogcopte.fr/2011/02/07/video-france-2-les-chiffonniers-du-caire-au-milieu-de-la-revolte-egyptienne/>

⁷ Ces phénomènes de captation via les réformes d'ouverture économiques, ne sont pas propres à l'Egypte mais caractérisent les phénomènes en cours depuis des décennies dans la région. Voir la synthèse récente de Semmoud Bouziane : Semmoud, Bouziane. 2010. *Maghreb et Moyen-Orient dans la mondialisation*, Paris : Armand Colin.

percevait alors la privatisation de la gestion des déchets comme un renoncement de l'Etat à sa fonction de fournisseur de service public au mépris de l'intérêt de ses citoyens. De plus, les modalités de mise en oeuvre de la réforme ont fourni une illustration parmi d'autres de l'autoritarisme du gouvernement, dont les décisions arbitraires ignorent leurs conséquences sociales. La décision de procéder à des appels d'offre internationaux pour la gestion des déchets a été prise de façon précipitée par le gouvernement central qui par décret ministériel a rendu la procédure obligatoire sans consultation préalable des gouvernorats à qui incombe légalement la gestion de la propreté. La population n'a pas été davantage consultée et quand en 2003 arrivent au Caire les camions des entreprises étrangères, la surprise est grande chez les habitants comme chez les *zabbâlîn*. L'effet de surprise et les conséquences craintes et ressenties de ce changement ont entraîné des mobilisations et des protestations de la part de ces populations qui souhaitent avoir voix au chapitre.

En 2004, les Égyptiens découvrent l'existence d'une nouvelle taxe sur la propreté prélevée via leur facture d'électricité. Le coût du service augmente considérablement et les citoyens mécontents s'opposent à ce nouveau tribut. Les habitants de Giza (plus que les commerçants qui craignaient pour la pérennité de leur commerce) ont débuté en 2004 un mouvement de cessation de paiement qui s'est ensuite élargi. L'affaire est saisie par la Haute Cour Administrative qui considère la taxe inconstitutionnelle en vertu de l'article 19 de la Constitution qui indique qu'une taxe générale ne peut être imposée sans une loi spécifique. Trois mois plus tard, l'Assemblée du Peuple a amendé la loi n°38 de 1967 sur les administrations locales par la loi n°5 de 2005. Cet amendement oblige la fixation du montant de la taxe en fonction du niveau social des quartiers dont l'appréciation est laissée à la discrétion des gouvernorats. Les habitants mécontents avaient gagné la bataille et prenaient les autorités en défaut : « Si les responsables étaient eux-mêmes convaincus par ces sommes, ils ne les auraient pas réduites. Donc ceci confirme qu'ils ont commis une erreur⁸ ».

Les *zabbâlîn* ont aussi été les premières victimes de l'apparition d'entreprises de collecte des déchets. En 2003, ils tentent une mobilisation sans précédent mais sont brutalement réprimés par les forces de l'ordre. Les ONG environnementales ou autres organismes « internationalisés » et sensibilisés aux conditions de vie de la communauté, se sont alors ralliés à leur cause. Pour la première fois, des représentants du secteur informel et des officiels se retrouvent et ouvrent des négociations⁹. Si la situation s'était peu ou prou stabilisée de cette façon et si certaines revendications ont dans un premier temps été prises en considération, la gestion des déchets est demeurée très problématique malgré les réformes.

Face à une situation toujours catastrophique, certains médias ont tenté de mobiliser les autorités en dénonçant le manque de propreté. Le quotidien d'opposition El-Masri el-Youm (L'Egyptien d'aujourd'hui) lance en février 2009 une campagne intitulée « Pour une Egypte propre » (« *Men Âgil Masr nazifâ* »). Chaque jour il publie une photographie d'un amoncellement de déchets sur alerte des riverains *via* un numéro de téléphone mis à leur disposition par le journal. Sous l'image figurent une description, le nom du district où la photographie avait été prise, le nom

⁸ Abdel-Salam Dalia, 2002. « La toilette d'Alexandrie est loin d'être finie », *Al-Ahram Hebdo*, Semaine du 13 mars 2002.

⁹ DEBOUT L., 2007, La libéralisation/modernisation en Égypte, la possibilité d'une réforme de la gestion urbaine ? Le cas pionnier de la privatisation de la collecte des ordures ménagères au Caire et son impact sur la gestion de la métropole, Marne-la-Vallée, Institut Français d'Urbanisme-Paris VIII, Master, sous la direction de C. Lefèvre, pp.82. ; DOLLET S., 2003, Une communauté traditionnelle face à la modernité : le cas des zabbalin du Caire, DEA, sous la direction de E. Picard.

des responsables en charge de la propreté dans le district concerné, et enfin le nom de la compagnie chargée de la collecte. Il s'agissait de pointer les manquements des responsables officiels dans la fourniture du service. Relayée par les chaînes privées de télévision notamment Mehwar lors de son primetime quotidien et Dream TV, la campagne a connu un franc succès. Les gouvernorats ont répondu à ces dénonciations par des actions ponctuelles de nettoyage, en repoussant la responsabilité du manque de propreté des villes égyptiennes sur leurs deux souffre-douleur favoris : les entreprises privées étrangères et les habitants. Ainsi, dans une interview du 11 février 2009, Nabil Nabâwî, le directeur de l'autorité de propreté du gouvernorat du Caire (CCBA) indiquait que la campagne engagée par le journal leur avait permis de jeter un nouveau regard sur le problème de la gestion des déchets au Caire. Néanmoins il concluait en faisant des comportements (*souloukeyyât*) des citoyens les garants de 70% de la réussite des programmes de propreté au Caire¹⁰! Les autorités dont on attendait la reconnaissance de leurs manquements, bottaient en touche en entretenant un dialogue de sourds.

La crise de 2009 : du désabusement à l'action, « Aide toi toi-même et oublie le gouvernement »

L'abattage des cochons en mai 2009 a précipité la dégradation de la situation et accentué les tensions (voir l'article de Bénédicte Florin dans cet ouvrage). Cette décision a eu l'effet d'un cataclysme. Cette brutalité, qui s'est faite au mépris des recommandations internationales, a suscité beaucoup de réactions et d'émotions. Les chrétiens comme les musulmans ont vivement réagi aux vidéos postées en ligne montrant l'abattage massif du cheptel et sa cruauté. Les internautes et les journaux criaient au scandale et à l'inhumanité de ces traitements, certains exprimaient leur honte en reprenant la célèbre phrase de Gandhi disant que « l'on reconnaît la valeur et la grandeur d'une nation à la façon dont elle traite ses animaux ». Mais c'est surtout à la communauté des *zabbâlîn* que l'Etat portait un coup fatal en la privant de 50% de ses maigres revenus. Et cette violence extrême venait confirmer le mépris du gouvernement à l'égard de sa population la plus fragile. De plus, l'abattage des cochons a accentué la saleté des rues, les chiffonniers délaissant sur les trottoirs les déchets organiques avec lesquels ils les nourrissaient auparavant. À la fin du mois de mai 2009, les accumulations de déchets dans les rues avaient atteint un niveau sans précédent. Cette colère mêlée d'incompréhension, ajoutée à la saleté des espaces publics, a engendré chez les habitants un élan partagé pour le nettoyage des rues dans des registres mêlés de dénonciation, d'appel au civisme et d'émancipation.

« La solution est dans nos mains, alors pourquoi ne pas commencer ? » propose Magdî el-Gâlad dans le quotidien *El-Masri el-Youm*. En dénonçant un pouvoir concentré au sein d'une seule équipe, l'apathie et la corruption des gouvernants et accusant le régime de ne pas prendre en compte le « droit au rêve » de la jeunesse, le journaliste invitait les jeunes à oublier le gouvernement et « sa clique » (*hezbahâ*) et à être eux-mêmes acteurs de leur destin. Il appelait au rassemblement de ses compatriotes en clamant que « de nombreuses preuves sont aujourd'hui tangibles du pouvoir des jeunes afin de permettre l'impossible sans attendre que tout ne tombe du gouvernement »¹¹. C'est en ce sens que vont aussi l'entendre les jeunes de la rive ouest du Nil, où les conséquences de

¹⁰ Munâr Khâter, (2009). « El-liwâ' Nabil Nabâwî raîs hiy'at nâzâfa wa tagmîl el-Qâhira : « El Masri el Youm », 'ain gedîda tabsirnâ 'alâ « nazâfa el-Qâhira ».. wa « souloukeyyât el mouwâtinyîn » âbraz 'awâ'q 'amelnâ », *El-Masri el-Youm*, 11/02/2009, p.7.

¹¹ Magdî el-Gâlad (2009), « el-hal fî îidîna..falimâzâ lâ nebdâ ?!», *El-Masri el-Youm*, 22/2/2009, p.16.

l'abattage des cochons ont été aggravées en août 2009 par la grève de l'entreprise italienne en charge de la collecte des déchets. L'entreprise avait alors cessé de travailler pour réclamer l'obtention de ses arriérés auprès de l'autorité de propreté du gouvernorat de Giza (GCBA). Giza s'est donc rapidement vue recouverte de déchets. L'extrême saleté, inhabituelle dans ce quartier aisé, constitue un facteur réactif décisif. La crise était alors telle que les Forces Armées avaient été réquisitionnées pour procéder à l'évacuation des déchets. Un premier groupe intitulé « *Clean up Giza - ech-châra`châra`na* (la rue est à nous) », s'est constitué sur internet en septembre 2009 à l'initiative de Dana Moussa, habitante du quartier aisé de Mohendessin qui a fait ses études aux Etats-Unis. De nombreux membres sont venus étoffer le groupe qui compte aujourd'hui 1043 membres. Là aussi, le manifeste du groupe encourage les habitants à prendre en main leur destinée et à ne pas attendre que le gouvernement fasse les choses pour eux : "*we can show those in authority what it means to be an active civilian who cares about the well being of this country - you do not need anyone but yourself*"¹². La première action de ce groupe a eu lieu le 12 septembre 2009 dans les rues de Mohendessin où plus de 200 personnes ont ramassé les déchets accumulés. Depuis lors, il organise régulièrement des actions de nettoyage et tente de se faire enregistrer comme association auprès du ministère des Affaires sociales¹³. Chacune de ses actions de nettoyage a nécessité l'autorisation du gouvernorat et des districts concernés, elles étaient donc reconnues de fait par les responsables locaux. Ces derniers les ont même soutenues en fournissant du matériel et ont parfois usé d'elles afin de communiquer sur les manquements de l'entreprise italienne, grande responsable en leur sens de la crise.

Cette volonté d'émancipation du gouvernement a été résumée dans le slogan retentissant de la nouvelle campagne du journal el-Masri el-Youm lancée en septembre 2009 : « Aide-toi toi-même et oublie le gouvernement » (*Ikhdem nafsak yatawsak wa ensî el-Houkoumâ*). La campagne visait à montrer aux gouvernants que les « citoyens ne sont pas la faible part de l'équation » mais qu'ils peuvent être acteurs de leur destin¹⁴. Elle a été rejointe par des célébrités tels que les comédiens Ezzat el-Alayli ou Saïd Saleh, de même que l'écrivain Sékina Fouad et toujours soutenue par les chaînes de télévision privées. La première action de nettoyage organisée dans ce cadre en septembre 2009 a mobilisé de nombreux jeunes qui ont été félicités et remerciés par le Gouverneur de Giza lui-même, l'Ingénieur Saïd Abdul Aziz, leur disant qu'ils étaient la « fierté de l'Egypte », et leur apportant son soutien en leur fournissant des camions-benne et des balayeurs pour leurs actions. Lançant des appels par ces biais, certains quartiers ont été nettoyés avec la participation des habitants et de ces "stars". Ce fut le cas notamment du quartier informel de Boulaq el-Dakrou à Giza où tous les habitants se sont joints au nettoyage, des plus jeunes aux plus âgés.

Au cours de l'année 2009 et dans ces différentes actions, les habitants avaient battu en brèche les arguments des responsables leur rejetant habituellement la faute. Ils avaient décidé d'être les acteurs de la qualité de leur environnement immédiat. Le "*mismanagement*" des déchets a donc contribué à la rupture de l'attentisme vis-à-vis du gouvernement, et au passage d'une mobilisation collective contestataire à la mobilisation collective par l'action et la prise en main citoyenne des problèmes. Ainsi dès 2009, au travers des mobilisations autour de la propreté émergeait une rhétorique triple articulée autour de l'émancipation de l'Etat, de l'action et de l'appropriation. Dans

¹² Page d'accueil du groupe sur Facebook, <http://www.facebook.com/login/setashome.php?ref=home#!/group.php?gid=162825570333&v=info>

¹³ Communication personnelle à l'auteur de la fondatrice du groupe, Dana Moussa.

¹⁴ Mohammad el-Hawârî, (2009), « Nafsî tandhof », *el-Masri el-Youm*, 14/09/2009, p.2.

ces appels prémonitoires, était exposé le lien entre déchets, avenir et citoyenneté scellé par les événements du début de l'année 2011 qui ont fait de la propreté un élément participant pleinement du processus de construction démocratique en rupture avec le précédent régime. Car la propreté signifie aussi dans son sens figuré, la volonté de nettoyer le pays des taches du passé et de la corruption, d'évacuer les derniers reliquats du régime que l'on identifie volontiers à un tas d'ordures. Comme le laissait entendre une pancarte plantée dans un monceau de détritrus jonchant la place Tahrir le 6 février 2011 sur laquelle on pouvait lire : « Le gouvernement a été arrêté par le peuple et convoqué sur la place Tahrir ». Et c'est aussi parce que l'Egypte est libérée de ceux qui décidaient de son destin, étouffant les velléités d'intervention des citoyens, que s'offre aujourd'hui l'occasion de reprendre possession de son pays et de ses rues. Il s'agit par ce nettoyage de la honte, de permettre au peuple égyptien de retrouver sa fierté, comme l'appelaient les protestataires sur la place Tahrir au lendemain du départ de l'ancien Président Hosni Moubarak : « Relève la tête, tu es Égyptien ! ». En effaçant le sale, on efface la honte pour la restauration de la fierté de *Oum ed-Dounia* et de son peuple.

Aussi, on peut s'amuser de ce que l'étymologie en langue française du mot « propre » du latin *propus* ait donné « propriété », trahissant la confusion de l'espace personnel avec le propre et donc la propension à écarter les résidus et les immondices loin de notre espace protégé. Tandis qu'en langue arabe la « propriété » (*moulkeyya*) partage sa racine *malaka* avec la « domination » et le « monarque ». C'est dans ce glissement étymologique que les demandes démocratiques des citoyens égyptiens redéfinissent la conception du propre et de la propriété en rejetant le monarque loin de leur domaine afin de reconstruire leur propre Egypte : une Egypte propre !